

## INÉGALITÉS SOCIALES ET PRODUCTIONS AGRICOLES

par Jean-Claude **BALBOT**

**Réseau CIVAM**

Je viens ici partager avec vous les premiers enseignements d'une recherche de plus de 3 ans que le Minagi a financée en grande partie. Elle est le premier socle d'un travail sur l'accessibilité à l'alimentation que nous entendons poursuivre. A la base de cette recherche il y a le constat que nous avons fait d'un double appauvrissement. Le premier, du nombre croissant de nos concitoyens qui se déclarent insatisfaits de leur alimentation, bien supérieur à celui, dont il a été beaucoup question ici aujourd'hui, de ceux dépendant de l'aide alimentaire.

Tous nous voulons manger la même nourriture, moins de sel, moins de sucre, pas de résidus de pesticides ou d'antibiotiques, nous voulons tous diminuer les risques de maladies « alimentaires » dont l'accroissement est aujourd'hui un coûteux problème de santé publique. Certains ont accès à l'alimentation qu'ils souhaitent parce qu'ils peuvent se la payer ; d'autres ont, sans doute, le même désir mais n'en ont pas les moyens, et leur consommation est contrainte.

Le second, celui que la pauvreté des producteurs de cette alimentation, est toujours le même.

Solidarité Paysans, pour ses trente ans d'existence, faisait cet été l'amer constat que depuis 1989 rien n'a changé. Un petit tiers des producteurs s'en tire bien, un gros tiers est en permanence sur la corde raide et un dernier tiers se sent tiré vers la porte de sortie.

La pauvreté du milieu agricole est celle d'une activité économique extractive incapable de faire face à la compétitivité qu'elle affiche pourtant comme objectif premier, sans un plan de licenciement permanent, une érosion constante de ses ressources en hommes et en matières premières.

Mon regard est celui, particulier, d'une organisation professionnelle agricole sur la question alimentaire. En cela ce regard est inhabituel.

Pour les producteurs, savoir qui consomme et dans quelles conditions est consommé ce qui est produit n'est pas une préoccupation majeure. L'origine de cette ignorance est à chercher dans la modernisation engagée dans les années 60.

Elle établissait la séparation des tâches accompagnant la division du travail : « *produisez, d'autres se chargeront de vendre* », chacun son métier et les vaches seront, paraît-il, bien gardées

Quand, plus récemment, le constat de l'accroissement des inégalités alimentaires est devenu un problème social envahissant l'espace public, le premier mouvement de ceux en charge d'améliorer le modèle ne fut pas non plus de se tourner vers les fermes et d'observer la production et les choix faits en la matière et le rapport qu'il pouvait y avoir entre ces choix et cette pauvreté croissante.

De notre côté pourtant, il y a 10 ans maintenant que nous avons tenté de poser cette question.

Parce que depuis les années 80 nous cherchons à définir des critères de durabilité de l'agriculture, et que dans les voies et les moyens pour y parvenir nous avons, entre autres, avancé que la vente directe et les productions non alimentaires de l'agriculture, autrement dit la « multifonctionnalité agricole », permettent d'améliorer son revenu.

La vente directe nous confronte assez vite au fait que nous ne nourrissons en procédant ainsi, qu'une partie réduite, caractérisée, favorisée économiquement, socialement, culturellement de la population.

Où et comment se nourrissent ceux que nous ne voyons pas ?

Par ailleurs ceux d'entre nous qui accueillent sur leurs fermes des personnes en situation précaire dépendant des minima sociaux ont aussi découvert un nouveau et immense continent : celui de l'Aide Alimentaire, dont l'exploration est loin d'être terminée puisqu'il semble bien que ses limites reculent au fur et à mesure qu'on s'en approche. L'extension infinie du domaine de l'Aide Alimentaire, et des violences alimentaires conjointes, semble être au programme de la politique publique agricole pour encore quelques années

Il me faut apporter ici une précision : personne ne pense sérieusement que la politique publique programme des violences alimentaires, mais nous avons constaté que l'Aide Alimentaire est le lieu de différentes violences.

Violences faites aux corps, avec la progression de maladies comme l'obésité, violences dues aux incertitudes de la distribution, violences symboliques dues aux assignations diverses et aux contrôles intrusifs, au pouvoir discrétionnaire de la distribution ; violences qui s'exercent sur les bénéficiaires certes, mais aussi sur les bénévoles, sur le formidable engagement desquels repose pourtant tout le système  
Violences aussi, et moins identifiées, qui s'exercent sur les producteurs Je peux rappeler ici ce que disait l'un d'eux : « *Quand on sait l'énergie qu'on met à produire, ce n'est pas satisfaisant de voir la nourriture déclassée, et certains la recevoir par défaut* »

C'est donc logiquement auprès du Minagri que nous avons recherché, et obtenu, un financement pour mener à bien une recherche action sur « l'accès de tous durablement à une nourriture de qualité »

Nous achevons le premier temps de ce programme de recherche dit « Accessible » et aujourd'hui nous sommes en mesure de contribuer à la controverse publique autour de l'alimentation comme nous nous y étions, entre autres, engagés

Et de toute évidence la demande est grande en ce domaine, à la mesure de la double ignorance notée par ailleurs.

Nous avons constitué un groupe d'initiatives de distribution alimentaire affichant la volonté de prendre en considération cette approche avec, en étudiant avec elles leurs pratiques, l'espoir de dégager des enseignements sur les politiques à mettre en œuvre pour que l'AA demeure ce qu'elle aurait du rester : une politique d'urgence. Comme nous l'avons fait 20 ans plus tôt pour la durabilité des fermes, nous proposons au bout de ces 3 années d'échanges, un cahier d'autodiagnostic permettant à toutes initiatives cherchant à s'emparer de la question de la démocratie alimentaire, celle de l'accès de tous à une alimentation choisie, permettant à celles-ci donc, d'examiner leurs pratiques, d'accompagner leurs interrogations, d'éclairer leurs cheminements.

Nous avons construit et fourni des ressources pour cet accompagnement.

Vous comprendrez aisément qu'essayer même de résumer en quelques minutes cette recherche relève d'un défi intenable pour moi comme pour vous.

Aussi me contenterai-je de revenir sur cette question lancinante qui nous est posée quasi quotidiennement

« Comment répondre à la fois à nos « clients » qui recherchent des prix bas pour leur nourriture et à nos producteurs qui dans une situation précaire réclament une juste rémunération de leur travail. »

Ou, autrement formulé,

« Dès que nous prenons en considération la question agricole dans nos initiatives, dont les clients ne sont pas les plus riches, nous sommes en difficulté. »

C'est cette quasi-quadrature du cercle qui fait que la promesse initiale faite de nourrir le monde à bas coût tout en donnant aux producteurs les moyens de vivre comme le reste des consommateurs n'est pas tenue.

Et pourtant nous avons observé qu'en de nombreux endroits cette difficulté était contournée, dépassée - par des stratégies voire de simples « bricolages » qui dans un contexte précis, parfois momentanément, parfois plus durablement, sont d'une efficacité insoupçonnée.

Ainsi à Keredern, quartier populaire de Brest - que vous connaissez mieux que moi Pierre Maille, nous accompagnons une coopérative alimentaire créée par les habitants eux-mêmes pour reprendre la main sur leur alimentation, ce qui les a amenés à solliciter et rencontrer des producteurs, à organiser avec eux commandes, distributions et visites de fermes et, cerise sur le gâteau pour eux, visites du quartier. Il fallait alors se demander par quelles voies et à quel prix nous en arrivons là ? Nous nous posons toute une série de questions : Quel degré de contraintes pèse sur les choix initiaux ? Quelle capacité s'est-on laissé de modifier ses objectifs ? Comment construisons-nous les prix ? Sur quoi et sur qui repose la solidarité ? Sur

du travail gratuit ? Du travail salarié mal rémunéré, précarisé ? Sur des dons ? De quels types ? Quelle est la place de l'intervention publique ? Peut-on envisager sa pérennité ? Quelle est la place de l'échange marchand ? Quelles satisfactions chacun tire-t-il de son engagement ?

Toutes questions qui participent avec d'autres à l'établissement d'une démocratie alimentaire.

Comment allons-nous porter, sans en perdre la puissance démocratique, ces enseignements, ces questions, dans les espaces économiques, politiques, sociaux, industriels où sont plus largement construites les politiques agricoles et alimentaires ?

Comment pouvons-nous porter cette question de la démocratie alimentaire dans la formulation de la PAC à venir alors même qu'il y est si peu question d'alimentation ?

Comment allons-nous porter cette interrogation dans la construction des PAT alors même que ceux de ces PAT qui ont affiché comme objectif premier la volonté de permettre à tout le monde d'accéder à une alimentation choisie se comptent sur les doigts d'une main ?

Comment pouvons-nous faire pour que demain le FEAD soit défini autrement que comme du secours apporté à des nécessiteux ? Que cette question soit prise en compte au sein du CNA et encouragée par le CASDAR ?

Voilà ce à quoi nous allons nous atteler dans les mois à venir avec tous ceux qui nous rejoindront.

**En conclusion quelques phrases pour souligner la charpente de notre travail**

**La question de l'accès de tous à une alimentation de qualité durablement est une question éminemment politique.**

**Nous pensons qu'il est illusoire de chercher à résoudre ce problème sans affirmer que le mode de production choisi définit les rapports sociaux et est responsable de l'accroissement de la pauvreté alimentaire. Que certains des moyens mis en œuvre pour faire face à cela peuvent être contre-productifs et venir renforcer le mécanisme d'appauvrissement ; et qu'il faut l'envisager.**

**Pour ce qui concerne nos objectifs de rechercher les conditions de la durabilité agricole, de fermes assurant un revenu correct à leurs paysans et permettant d'installer de nouveaux arrivants, il est nécessaire aujourd'hui d'affirmer qu'ils ne seront réellement atteints que si dans le même temps nous assurons l'accès de tous durablement à une nourriture de qualité dans des conditions dignes.**

**Il n'y aura pas d'agriculture durable sans une alimentation durable mais pas non plus d'alimentation durable sans une agriculture durable.**